PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE FRANCE

Guy Thuillier
Jean Tulard

Histoire locale et régionale en France

Histoire locale
et régionale

8° Z
28360
(2683)

1480312 93

QUE SAIS-JE ?

Histoire locale et régionale

GUY THUILLIER
Directeur d'études à l'Ecole pratique
des Hautes Etudes (IV[e] Section)

JEAN TULARD
Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne
Directeur d'études à l'Ecole pratique
des Hautes Etudes (IV[e] Section)



DL-20111992-34581

DES MÊMES AUTEURS
dans la même collection

Histoire de l'administration française, 1984 (n° 2137).
La méthode en histoire, 1986, 2e éd. 1991 (n° 2323).
Les écoles historiques, 1990, 2e éd. 1992 (n° 2506).
Le métier d'historien, 1991 (n° 2615).

ISBN 2 13 044922 0

Dépôt légal — 1re édition : 1992, septembre

© Presses Universitaires de France, 1992
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris



AVANT-PROPOS

Faire l'histoire de son village, de sa ville, de sa région : c'est une ambition noble, désintéressée, qui plonge ses racines dans notre tradition humaniste. Or cette histoire locale et régionale est souvent tenue en suspicion, dédaignée par certains historiens ou pédants à la cavalière, *ils n'ont que méfiance pour ces « érudits de village » qui ne pensent pas* suivant les règles *et sont indépendants. Nous croyons nécessaire de* réhabiliter *cette histoire trop peu encouragée.*

1 / Ces pages sont la suite nécessaire des essais La méthode en histoire *(1986),* Les écoles historiques *(1990) et* Le métier d'historien *(1991) : ici encore nous nous adressons aux historiens débutants et aux historiens* non professionnels, *qui dominent l'histoire provinciale.*

2 / Nous nous limitons — comme dans les ouvrages précédents — à l'histoire contemporaine au sens universitaire du terme, c'est-à-dire à partir des années 1780, car l'histoire locale, pour le Moyen Age et les XVI^e^, XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, pose des problèmes délicats d'interprétation des sources et d'apprentissage des techniques historiques.

3 / Nous emploierons les mots histoire locale *pour* histoire locale et régionale, *afin d'éviter d'inutiles répétitions, car il n'y a pas à nos yeux de différence* de nature *entre l'histoire locale et l'histoire régionale.*

4 / Il est nécessaire de faire l'éloge de l'histoire locale, car l'écart est souvent grand entre les ambitions, le lan-

gage de l'histoire dite universitaire *et les aspirations de l'histoire locale, aux visées plus modestes, aux règles souvent différentes : cette opposition est parfois arbitraire (nombre de travaux d'histoire locale sont dérivés d'exercices universitaires, mémoires de maîtrise ou thèses), mais on a l'impression de deux mondes différents, et les historiens locaux — qui mènent leurs recherches* pour le plaisir, *qui ne sont pas, pour le plus grand nombre, des historiens « de profession » — résistent — avec ténacité — aux modes et aux modèles universitaires.*

5 / L'historien non professionnel réfléchit peu sur le métier qu'il fait, les méthodes qu'il emploie, sur l'histoire qu'il produit : souvent il a grand-peine à « programmer » sa recherche. Nous voudrions ici aider sa réflexion, lui donner quelques repères, *quelques conseils pour qu'il situe plus facilement son entreprise et gère mieux sa recherche, et notre propos est volontairement pédagogique et parfois même « directif ».*

6 / Ce livre est une défense de l'histoire locale, mais nous ne nous dissimulons nullement les difficultés de l'historien non professionnel — éloigné souvent des bonnes bibliothèques, qui n'a pas accès aisément aux dépôts parisiens —, et l'on sait la grande gêne des sociétés savantes pour publier leurs travaux (trop souvent les pouvoirs publics les ignorent). Mais nous avons cherché à marquer les mutations en cours et à esquisser ce que pourrait être l'histoire locale dans vingt ou trente ans — ce qui est tout proche — si l'on sait intelligemment développer ce système de recherche.

Certes l'histoire n'est qu'un jeu, mais un jeu intelligent qu'il faut jouer avec toute la souplesse, l'astuce, la flexibilité nécessaires, et nous avons besoin de bons joueurs. *Or l'historien local a une partie importante à jouer dans une société où l'éphémère, l'immédiat, le spectacle dominent : il restitue le sens d'un certain nombre de* valeurs

— la fidélité au sol, la sauvegarde du passé, le sens de la durée — que l'on a trop tendance à oublier dans une société à forts brassages de population, qui cherche plutôt à niveler *les esprits et cède aux mirages de la « culture de masse ».*

Nous voudrions répondre — souvent de façon trop brève, trop allusive — à quelques questions majeures :

- *Qu'est-ce que l'histoire locale aujourd'hui ? (chap. I).*
- *Quelle a été l'évolution de l'histoire locale ? (chap. II).*
- *Quels sont les principes et les ambitions de l'histoire locale ? (chap. III et IV).*
- *Quel est le rôle des sociétés savantes ? (chap. V).*
- *Quelles sont les sources d'archives et les sources imprimées dont l'historien dispose ? (chap. VI).*
- *Comment peut-on mener des enquêtes orales ? (chap. VII).*
- *Quels sont les centres d'intérêt de l'histoire locale ? (chap. VIII à XII).*
- *Y a-t-il un bon usage de l'histoire locale ? (chap. XIII).*
- *Quelle prospective peut-on faire de cette histoire ? (chap. XIV).*

Chapitre I

QU'EST-CE QUE L'HISTOIRE LOCALE AUJOURD'HUI ?

L'histoire locale est souvent mal vue : on la juge obsolète, académique, n'ayant pas suivi les prétendus « progrès de l'histoire », vouée à une disparition prochaine : elle ne suit pas les « modèles » universitaires, elle reste attachée à des détails d'érudition, elle se moque de la statistique et des grandes constructions doctrinales, elle n'émarge pas aux crédits du CNRS, elle n'obéit pas à des « programmes »... Or cette histoire locale — d'apparence si démodée — résiste fort bien : les sociétés savantes recrutent parmi les jeunes, elles produisent toujours beaucoup (les travaux d'histoire locale représentent plus des deux tiers de la production historique[1]), *le taux d'innovation* paraît élevé, la protection du patrimoine est devenue une priorité. Alors qu'on annonçait voici trente ans la disparition de l'érudition locale, on s'aperçoit de la vitalité assez étonnante de cette histoire, et la *demande* est toujours très élevée : au fond, l'histoire locale et régionale se porte peut-être mieux que l'histoire dite « universitaire », empêtrée dans ses querelles doctrinales et ses batailles de clans.

1. Ainsi que le montre bien la *Bibliographie de l'histoire de France* (qui recense plus de 13 000 références chaque année).

I. — L'effervescence de l'histoire locale

Il faut bien voir les raisons de cette effervescence de l'histoire locale que certains universitaires avaient trop rapidement condamnée (mais ils raisonnaient en Parisiens, en « doctrinaires »).

— Le goût de l'histoire reste très vif en province, on est attaché au passé de sa petite patrie, de son terroir : le régionalisme a ressuscité ici et là le sens de la fidélité au *terroir*, la volonté de retrouver ses racines dans une société aux mutations trop rapides, de résister aux « modes » parisiennes : on s'est aperçu qu'on ne pouvait faire bouger la province qu'en s'appuyant sur ses traditions et sur le « patriotisme » du terroir.

— L'histoire locale, avec ses méthodes d'érudition, son goût du détail, du petit fait vrai, a résisté remarquablement à l'influence des modes universitaires — ou journalistiques — et notamment au marxisme diffus qui a longtemps affaibli l'histoire universitaire[1].

— L'histoire locale répondait de son mieux à une *demande* très forte, infiniment diversifiée[2], qui ne pouvait se contenter de l'histoire de manuel et des vagues synthèses de l' « histoire générale » : on voulait savoir ce qui s'était passé à Loudun, ou à Issoudun sous la Révolution, comment les paysans vivaient vers 1830 dans le Quercy ou la Bresse, ou éprouver la « grande histoire » à l'échelle de Bellac ou de Manosque : le lecteur de Giraudoux ou de Giono tenait fermement à l'histoire de *son* pays.

— Le souci de protéger les monuments, les églises, les sites, les châteaux, les vieux quartiers a encore accru — à l'étonnement général — dans les années 1970 cette curiosité du passé, qui a pris de multiples formes (tel le spectacle du Puy du Fou de Philippe de Villiers ou le

1. Cf. *Les écoles historiques*, 1990, p. 37-39.
2. Sur cette demande, *infra*, p. 105.

rappel des guerres de Vendée). L'hostilité à Paris — et à une vue trop « parisienne », trop « politique » de l'histoire, à la mode de Soboul ou de Furet — s'est renforcée, l'*irrédentisme* provincial s'est exacerbé, on réhabilite le patois local (et on l'enseigne), les danses folkloriques, les peintres du XIX^e^ siècle[1], les Conseils généraux et régionaux sont, bon gré mal gré, obligés d'avoir une *politique du patrimoine* (très inégale d'une région à l'autre...)[2].

— Si certaines sociétés savantes vivotent, d'autres prospèrent[3], des sociétés nouvelles se créent, recrutent des jeunes ou des publics spécialisés (sociétés des amis du musée, cercles généalogiques, associations de fouilles archéologiques, sections de *Vieilles Maisons de France,* ou de *Sites et Monuments*) ; jamais le réseau des sociétés savantes n'a été si dense...

II. — **Rôle de l'histoire locale**

On n'a guère conscience de ces mutations, parce que les historiens locaux sont des gens discrets, modestes, qui utilisent peu les médias, qui répugnent à la publicité suivant de vieilles traditions « académiques » : les pouvoirs publics leur accordent d'infimes subventions[4], les

1. Sur le rôle de l'érudition locale en histoire de l'art, cf. l'éditorial de la *Revue de l'Art,* n° 4, 1969.

2. Un indicateur — grossier — est donné par le chiffre des « dépenses culturelles » régionales par habitant en 1987 : le taux varie de 13 F dans le Midi-Pyrénées, 12 F en Haute Normandie, 11 F en Bretagne, à 21 F en Champagne, 23 F en Alsace, 25 F en Picardie : ces inégalités méritent réflexion.

3. La multiplication des chaires d'histoire dans les Facultés en province a fourni, semble-t-il, un nouveau public, mieux formé, aux sociétés savantes à partir de 1970-1980.

4. Les aides aux sociétés savantes sont quasi inexistantes dans le budget de l'Etat ou des départements. La « production » de l'histoire locale correspond *en totalité* au bénévolat : or, si l'on a réfléchi au bénévolat des associations caritatives, ou religieuses, on n'a pas mené de pareilles réflexions sur le *bénévolat* en histoire locale. Au moins les collectivités locales devraient-elles aider les publications (*infra,* p. 107).

sociétés gardent jalousement leur indépendance, elles ne sont pas des « enjeux » politiques, elles préfèrent être ignorées de la « bureaucratie culturelle » qui depuis quinze ans s'est mise en place en province[1].

Or l'apport de cette histoire locale — ou régionale — est inappréciable :

1 / Elle donne les travaux *de première main,* irremplaçables, qui seront habilement utilisés par les historiens universitaires dans de « brillantes synthèses ».

2 / Elle montre de la façon la plus concrète la diversité des traditions et des coutumes, la résistance de la province à la centralisation parisienne (la loi n'est plus obéie à 100 km de Paris, répétait Balzac dans *Les Paysans*), elle permet de comprendre l'écart entre la « grande histoire » et ce qui se passait réellement *hic et nunc.*

3 / Elle permet d'explorer des voies nouvelles, ce que ne peut entreprendre parfois l'histoire universitaire, trop attachée à une histoire « globale » ou à des explications dogmatiques. L'historien local a pour lui « *la compréhension des choses anciennes, des choses d'hier et d'autrefois comme d'aujourd'hui* », le sens de certaines réalités « techniques », il « *possède et défriche son champ du passé, en bon paysan* »[2], et par suite, il peut être plus audacieux, plus libre dans ses recherches : il peut s'intéresser à la pollution de l'air et de l'eau, ou à l'aliéné, à la prostituée ou à la dame d'œuvres ; la monographie de couvent ou la biographie de notable lui permet toutes les libertés.

On mesure mal l'ampleur de ses recherches, la multiplicité des dépouillements d'archives, des « trouvailles » : l'historien local « *croit à l'utilité de son travail,*

1. Mais elles ont des liens privilégiés avec les archives, les bibliothèques, les musées, les monuments historiques.

2. Paul Leuilliot, Histoire locale et politique de l'histoire, *Annales ESC,* 1974, p. 139-150.